



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP CENTRE EST

29 rue des Confréries
71530 Crissey

Références : CP/CS/2026/C_004
Code AIOT : 0005401576

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SARP CENTRE EST implanté 29 rue des Confréries 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 4 décembre 2024 avait pour objectif principal la vérification des actions mises en œuvre par l'exploitant pour répondre aux non-conformités relevées lors de la précédente inspection du 29 mars 2024, notamment celle ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-173-2 du 21 juin 2024 demandant à l'exploitant d'aménager sur son site une capacité de confinement des eaux d'extinction d'un incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP CENTRE EST

- 29 rue des Confréries 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401576
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la collecte, le transit et le regroupement de déchets dangereux et non dangereux en vue d'un traitement hors site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacité de confinement des eaux d'incendie	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.4.2 modifié	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Moyens de lutttes contre l'incendie - Dimensionnement - Vérification	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réseaux d'adduction d'eau publique - Disconnecteurs	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 4.1.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Statut du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 89.2b et 89.3		
5	Condition d'utilisation (période pérenne)	Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 4 décembre 2024 a permis de constater que les travaux d'implantation de la capacité de confinement des eaux d'extinction d'un incendie était en cours d'achèvement. Le bassin était creusé, le réseau des eaux pluviales y était raccordé. L'exploitant a précisé que la réception des travaux était prévue dans la deuxième quinzaine de janvier 2026. L'arrêté de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-173-2 du 21 juin 2024 n'était pas respecté le jour de l'inspection. Le 14 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection que la géomembrane avait été posée et que le chantier devait s'achever fin janvier 2026.

Considérant que les travaux nécessaires au respect de l'arrêté de mise en demeure sont pratiquement terminés, il n'est pas proposer de suites administratives à ce stade. Il est demandé à l'exploitant de confirmer à l'inspection, justificatifs à l'appui, la fin des travaux avant le 15 février 2026. A défaut, des suites seront proposées.

Par ailleurs, il a été relevé une pression dynamique insuffisante sur le réseau des RIA lorsque les deux équipements fonctionnent en simultanée.

L'exploitant doit proposer et mettre en œuvre les mesures permettant d'obtenir la pression minimale requise (surpresseur...). Il peut se référer aux référentiels reconnus (norme NF S 62-201, règles APSAD...). Il lui est recommandé de prendre l'attache d'un prestataire spécialisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux d'adduction d'eau publique - Disconnecteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement</p>

présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Constat initial : Les deux disconnecteurs présentent des non-conformités. L'exploitant adressera à l'inspection le justificatif de la mise en conformité de ces équipements.

Réponse de l'exploitant : Des travaux de mise en conformité ont été réalisés le 3 mars 2022 (disconnecteur associé au nouveau poteau incendie interne). Un contrôle visuel de conformité réalisé le 2 juin 2022 par VEOLIA a conclu à la conformité du disconnecteur. "Un contrôle sera effectué prochainement".

L'inspection du 29 mars 2024 avait permis de constater que la vérification des disconnecteurs du 16 mars 2023 avait conclu à nouveau à leur non-conformité. Des travaux devaient être engagés.

Constats :

L'exploitant a produit les 2 derniers rapports de vérification des 2 disconnecteurs présents sur le site (2024 et 2025). Les rapports constatent un fonctionnement conforme des disconnecteurs.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il allait équiper d'une pompe et d'un drain le regard d'arrivée générale afin de prévenir le risque d'immersion de l'équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : ...

- de moyens de défense extérieure contre l'incendie (document technique D9 de septembre 2001) permettant d'assurer un débit $120 \text{ m}^3/\text{h}$, tels que :

soit, des poteaux d'incendie normalisés de $100 \text{ m}^3/\text{m}$ (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à $60 \text{ m}^3/\text{h}$ sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale des bâtiments ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un

d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m.

...

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Demande issue de la précédente inspection :

L'exploitant s'assura, en lien avec le gestion du réseau, que les 2 poteaux peuvent délivrer 120 m³/h en simultané et transmettra un justificatif à l'inspection.

Par ailleurs, le poteau étant situé dans l'enceinte de l'établissement, il n'est pas accessible aux engins de secours en l'absence de personnel. Suivant les recommandation du SDIS 71 qui a visité l'établissement (rapport SDIS 71 du 27 janvier 2022), l'exploitant a indiqué avoir installé un "boitier pompier" qui contiendra la clé de déverrouillage du portail. Il s'est également engagé à matérialiser l'aire de stationnement des engins au sol.

Constats :

Suite à la précédente inspection et selon les recommandations du SDIS 71, l'exploitant avait matérialisé l'aire d'aspiration devant le poteau incendie interne et a produit une photo l'attestant.

Le site était en travaux le jour de l'inspection. L'enrobé sur lequel était matérialisé l'aire a été retiré.

Les travaux doivent s'achever début février. L'exploitant a indiqué avoir prévu de refaire le marquage sur le nouvel enrobé.

Il n'est pas relevé de non-conformité mais l'exploitant devra justifié avoir matérialisé l'aire d'aspiration du poteau d'incendie interne à l'issue des travaux.

Par ailleurs, l'exploitant a produit le rapport de vérification du débits des poteaux d'incendie en fonctionnement simultané qui indique que la pression dynamique relevée à 60 m³/h est supérieure à 1 bar pour chaque appareil. Le boitier pompier est installé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera avoir matérialisé l'aire d'aspiration du poteau d'incendie interne à l'issue des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacité de confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.4.2 modifié

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des milieux aquatiques et des sols

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées de manière à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 316 m³. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les justificatifs du dimensionnement du dispositif de confinement.

Constat initial: L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs du dimensionnement du dispositif de confinement. Il est donc demandé à l'exploitant de justifier la possibilité de stocker les eaux susceptibles d'être polluées à l'intérieur du site (fosse, cours, réseaux...).

Réponse de l'exploitant (13 juillet 2022) : Après vérification, l'exploitant a mis en évidence l'insuffisance de ses capacités de confinement des eaux accidentellement polluées. Une étude est en cours afin d'identifier les solutions envisageables pour se conformer à la prescription.

Constats :

Suite à la précédente inspection du 29 mars 2024, au cours de laquelle la persistance de la non-conformité a été constatée, l'exploitant a été mis en demeure de satisfaire à l'obligation de confiner sur le site les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie. L'échéance fixée était le 25 juin 2025.

Par courriel du 03 juillet 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les travaux démarreraient, avec retard, début septembre.

Lors de l'inspection du 04 décembre 2025, il a été constaté que les travaux étaient en voie

<p>d'achèvement : le bassin était creusé, le réseau des eaux pluviales y était raccordé.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-173-2 du 21 juin 2024 n'était pas respecté le jour de l'inspection.</p> <p>Le 14 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection que la géomembrane avait été posée et que le chantier devait s'achever fin janvier 2026.</p> <p>Considérant que les travaux nécessaires au respect de l'arrêté de mise en demeure sont pratiquement terminés, il n'est pas proposer de suites administratives à ce stade.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer à l'inspection, justificatifs à l'appui, la fin des travaux avant le 15 février 2026. A défaut, des suites seront proposées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer à l'inspection, avant le 15 février 2026, l'achèvement des travaux et le bon fonctionnement du dispositif de confinement des eaux d'incendie. Il communiquera les justificatifs appropriés (photos, rapport de fin de travaux, PV de réception des travaux, tests de fonctionnement ...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Statut du produit biocide

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2b et 89.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fin de période transitoire</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le cas échéant, pour les biocides utilisés, les délais d'interdiction de mise sur le marché (6 mois) et de fin d'utilisation (12 mois) en cas de non approbation de la substance active ou de non dépôt de dossier de demande d'AMM ne sont pas dépassés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, le statut du produit PERMAX 250 COMBI EC, dont une substance n'a pas le statut approuvé, avait été examiné.</p> <p>Les éléments consultés n'avaient pas permis de statuer clairement sur le respect des délais de mises sur le marché et d'utilisation du produit. L'exploitant n'a pas fourni de justificatif suite à l'inspection.</p> <p>Interrogé lors de l'inspection du 4 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que l'autorisation</p>

transitoire du produit PERMAX 250 COMBI EC a été renouvelée le 22 octobre 2025. La consultation du site https://biocid-anses.fr/biocid a permis de confirmé le renouvellement de l'autorisation. La date de fin d'utilisation est le 1 ^{er} mars 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Condition d'utilisation (période pérenne)

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions opératoires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les conditions de stockage, d'emploi et d'élimination du produit biocide respectent les éventuelles prescriptions de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) du produit si elle existe
Constats : Il n'a pas été relevé d'écart à cette prescription (contrôle statistique). L'exploitant a indiqué être plus vigilant dans le choix des produits qu'il utilisent en sélectionnant des produits soumis à moins de contrainte concernant les conditions de stockage. Il dispose cependant d'un réfrigérateur si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutttes contre l'incendie - Dimensionnement - Vérification

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutttes contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : ... <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires

extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de deux RIA positionnés à l'entrée du bâtiment principal.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le dernier contrôle des deux RIA a confirmé une pression dynamique insuffisante lorsque les deux équipements fonctionnent en simultané (0,2 bar).

L'exploitant a indiqué vouloir traiter cette problématique dans le cadre des travaux en cours sur le site mais n'avait pas encore de solution concrète et arrêtée à proposer. Il s'avère que les prestataires vers lesquels il s'est tourné n'avait pas de compétence particulière en matière d'installation de RIA.

La prescription n'est pas respectée, il est relevé une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit proposer et mettre en œuvre les mesures permettant d'obtenir la pression minimale requise (surpresseur...). Il peut se référer aux référentiels reconnus (norme NF S 62-201, règles APSAD...).

Il lui est recommandé de prendre l'attache d'un prestataire spécialisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois